

**Transformer le système éducatif
pour démocratiser la réussite.**

20 propositions pour l'École

L'éducation, la formation et la recherche sont des leviers essentiels pour construire une société solidaire respectueuse de chacun et de la planète, où l'égalité et la justice permettent à tous dignité et liberté. L'éducation ne repose pas que sur l'École, mais ce service public laïque d'éducation joue un rôle prépondérant et irremplaçable pour transcender les particularismes, les hasards de la naissance, et déjouer les déterminismes sociaux. Très fortement sollicité pour prendre en charge les évolutions constantes des besoins de la société et des progrès scientifiques et technologiques, le système éducatif et de la recherche doit relever le défi d'une véritable démocratisation, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur, comme facteur de transformation de la société et permettre à tous de :

- maîtriser des savoirs de plus en plus complexes,
- être des citoyens capables d'appréhender, avec un esprit critique, l'ensemble des enjeux de société actuels (économie, environnement...),
- accéder à des qualifications élevées pour s'insérer dans le monde du travail, continuer à se former tout au long de leur vie.



**Le service public,
on l'aime, on le défend**



Le service public,
on l'aime, on le défend



Le service public,
on l'aime, on le défend

Aujourd'hui, dans une société où les inégalités s'accroissent, les élèves et les étudiants auraient besoin de plus et mieux de formation.

L'ensemble de la politique éducative s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'Etat, des contraintes budgétaires imposées et du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cela se traduit par la réduction drastique du nombre de postes d'enseignants, de personnels administratifs, sociaux, de santé, d'orientation et de vie scolaire, une réduction des postes aux concours de recrutement, un appauvrissement de l'offre éducative, une dégradation des conditions de scolarisation, d'étude et de vie des élèves et des étudiants, une externalisation de la lutte contre l'échec scolaire.

Alors que l'Ecole est confrontée à la persistance d'un noyau dur d'échec scolaire le plus souvent corrélé aux origines sociales, derrière le slogan d'une prétendue «Égalité des chances» se cache en fait une politique éducative régressive. Les réformes mises en place n'améliorent aucunement la réussite des élèves, elles accentuent au contraire les inégalités et le tri social : réforme de l'école primaire, mise en place du socle commun, libéralisation de la carte scolaire, généralisation du bac pro en 3 ans, réforme de l'orientation, de la formation professionnelle, réforme Chatel du lycée et de la gouvernance des EPLE, loi LRU, expérimentations et dispositifs divers RAR, CLAIR, ERS....).

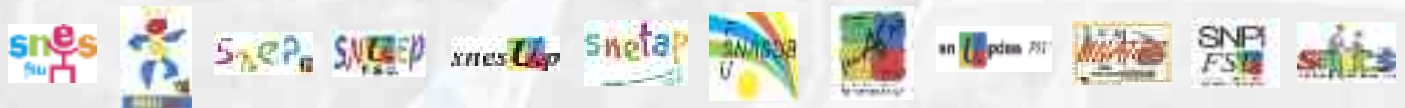
Dans ce contexte, les tensions scolaires s'accroissent. La culpabilisation et la pénalisation des familles (suppression des allocations familiales, contrats de responsabilité parentale...) ont fait la démonstration de leur échec, alors

que l'action des professionnels de l'école s'inscrit dans le cadre d'une co-éducation et que la place des familles doit être pensée et confortée. Par ailleurs, la politique menée se double d'une transformation des missions des personnels, d'un alourdissement de leur charge de travail, d'une mise en concurrence des établissements et des individus.

Naturalisant les inégalités, elle met en perspective une école à deux vitesses : d'un côté une formation ambitieuse et complète pour les élèves pressentis pour constituer les 50% d'une classe d'âge titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, de l'autre un ensemble de savoirs dits de base et de compétences supposées transversales pour les élèves qui n'auraient pour seule perspective qu'une formation adaptée aux besoins immédiats des entreprises. Voire, pour les plus en difficulté, l'éviction précoce et la relégation comme en témoigne la volonté persistante du gouvernement de relancer l'apprentissage précoce dès le collège.

De même, dans l'enseignement supérieur où quelques «centres d'excellence» subsisteraient aux côtés des Pôles Universitaires de Proximité, sorte de collèges universitaires cantonnés à la licence et éloignés de la recherche. Et les organismes de recherche (CNRS, INRP, INSERM...) se voient dessaisir de leurs prérogatives en matière d'orientation de la recherche.

La FSU porte une autre conception de l'éducation de la formation et de la recherche.



20

propositions de la F.S.U. pour créer les conditions de la réussite de tous à tous les niveaux

La FSU réaffirme le rôle central d'un service public et laïque d'éducation pour la réussite et l'émancipation de tous les jeunes.

Elle défend le droit de tous à une éducation scolaire complète et de qualité, qui ne saurait se réduire à l'adaptation au poste de travail ou à l'acquisition de savoirs «utilitaires».

Il est nécessaire de réaffirmer aujourd'hui clairement les ambitions et les objectifs du système éducatif :

- accès de tous à des qualifications, 80% au moins d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, avec la perspective d'une scolarité obligatoire prolongée à 18 ans, 50% au moins d'une classe d'âge diplômés de l'enseignement supérieur et un net accroissement du nombre d'étudiants en master et doctorat.
- mixité sociale et scolaire des jeunes dans tous les établissements et priorité effective, en termes de moyens de fonctionnement, aux zones dites difficiles.

Pour tous les citoyens de demain il faut penser une «culture commune scolaire», qui doit former aux grands enjeux de société, et s'appuyer sur des savoirs communs et des savoirs spécifiques.

Cette culture commune doit prendre en compte l'évolution des savoirs, les transformations de la société, en finir avec la hiérarchie des voies, des filières, des savoirs. Elle doit mieux reconnaître les apports de toutes les disciplines, notamment de l'éducation physique et sportive, des disciplines artistiques, des disciplines technologiques et techniques, donner à tous une ouverture sur l'économie, le monde du travail, la culture.

Cela implique aussi de mieux prendre en compte dans le travail scolaire, l'activité réelle des élèves, leur prise d'initiatives et leurs réalisations ; de développer un esprit critique dans tous les domaines, et la capacité de travail coopératif, de cultiver les pratiques réflexives et la culture du doute propre à la recherche.

Assurer les premières réussites

1- Développer un service public de la petite enfance

Pour permettre à chaque famille de bénéficier pour son enfant d'un mode de garde choisi, et respectueux de ses besoins fondamentaux (crèche, assistante maternelle ou garde à domicile par un tiers ou les parents eux-mêmes), il faut développer un service public de la petite enfance. Cela suppose des constructions de crèches, dans le respect des normes, d'encadrement et horaires élargis, mais aussi la formation et le respect du statut des assistantes maternelles. Les budgets des collectivités territoriales en charge de la petite enfance doivent être augmentés pour répondre financièrement à ces besoins. Et l'école maternelle doit avoir les moyens d'accueillir les enfants de 2 ans dont les parents le demandent. Des transitions doivent être organisées entre école et structures de la petite enfance par des dispositifs associant professionnels petite enfance, éducation nationale, collectivités locales...



2- Conforter et améliorer l'école maternelle

Ecole à part entière, l'école maternelle est une « passerelle » entre le monde de la famille, de la toute petite enfance et celui de la société mais aussi de l'école élémentaire. Il faut assurer la scolarisation dans de bonnes conditions dès deux ans pour toutes les familles qui le souhaitent. Le ministère et les IA doivent donc les prendre en compte dans les effectifs lors des opérations de carte scolaire. L'école maternelle a ses propres rites, sa propre temporalité et ses apprentissages spécifiques. Elle permet de construire le « devenir écolier » notamment par la maîtrise du langage et des attitudes scolaires. Elle a sa propre pédagogie et donc sa propre organisation. Il faut

- conforter sa spécificité pour qu'elle prévienne mieux les difficultés scolaires,
- réduire les effectifs : 20 élèves maximum par classe et 15 en éducation prioritaire,
- des locaux et du matériel adaptés,
- une formation de qualité pour l'ensemble des personnels (enseignants, ATSEM...).



Répondre aux besoins de tous les élèves, vraiment tous !

3- Ecole, collège, lycées : conforter les 3 étapes de la scolarité.

A l'école primaire :

- l'organisation en cycles doit être respectée en donnant aux enseignants les moyens de la mettre en oeuvre. Elle doit faire disparaître le redoublement,
- l'articulation temps scolaire/temps périscolaire doit être repensée pour répondre aux besoins des enfants. Le calendrier annuel doit respecter l'alternance 7/2. Le temps hebdomadaire doit s'organiser en fonction des réalités et possibilités locales par décision du conseil d'école.

Au collège :

- le collège pour tous doit être conforté dans sa mission de préparer tous les élèves à des poursuites d'études dans l'une des trois voies du lycée, avec l'objectif que tous acquièrent au minimum une qualification et au moins le niveau V pour les élèves les plus en difficulté,
- les contenus des enseignements doivent être repensés,
- les modalités de mise en œuvre : pratiques pédagogiques diversifiées, temps éducatifs variés...nécessitent de pouvoir travailler en petits groupes notamment pour prévenir la difficulté scolaire et la surmonter,
- une des priorités doit être la recherche du développement de l'estime de soi, condition indispensable à la réussite,
- les effectifs ne devraient pas excéder 25 par classe (20 pour l'éducation prioritaire).

Au lycée :

- garantir l'acquisition d'une culture commune construite à partir de champs différents du savoir et de pratiques pédagogiques diversifiées, et qui permette une première spécialisation qui n'enferme pas,
- accueillir et faire réussir davantage d'élèves dans chacune de ses voies, dans le respect de leurs spécificités et leur permettre d'envisager une poursuite d'études couronnée de succès dans l'enseignement supérieur. L'accès à l'autonomie dans le travail, la capacité à se dégager de la simple mise en œuvre de procédures et à établir des liens entre les disciplines sont des priorités,
- les voies et séries doivent être clairement identifiées et renouvelées,
- des passerelles doivent être mises en place à tous les niveaux du lycée pour permettre à tous un parcours de réussite,
- 30 élèves par classe maximum (25 pour l'éducation prioritaire),
- rendre attractives toutes les voies et séries du lycée en augmentant, y compris dans la voie professionnelle, les débouchés vers toutes les formations supérieures.



4- Prendre en compte les publics scolaires divers et leur environnement

Le développement de « l'autonomie » des établissements et la volonté de contractualiser les moyens sur la base des contrats d'objectifs ne peuvent que renforcer les inégalités en favorisant l'adaptation immédiate aux caractéristiques locales. Cela met en concurrence établissements, élèves et personnels au lieu de favoriser coopérations et dynamisme collectif. Pour prendre en compte les publics scolaires et leur environnement afin de les amener aux mêmes objectifs que partout ailleurs, il faut, dans un cadre national, donner plus de capacité d'agir et d'initiatives aux équipes.

5- Disposer de locaux de qualité, fonctionnels et agréables pour tous

La qualité des locaux joue un rôle déterminant dans le climat d'une école ou d'un établissement, et donc dans la réussite des élèves. Il est urgent de penser à des espaces adaptés aux effectifs, des salles spécialisées avec équipements nécessaires, des lieux de détente, de restauration, de vie scolaire, des équipements sportifs de qualité et régulièrement entretenus. Cela implique dans certains cas des rénovations importantes, voire des reconstructions totales.



6- Imaginer d'autres organisations scolaires pour mieux scolariser tous les élèves

Les équipes doivent avoir les moyens de mettre en oeuvre des organisations scolaires adaptées afin de varier les situations pédagogiques.

A l'école primaire :

- affecter « plus de maîtres que de classes » notamment dans les écoles qui concentrent les élèves les plus fragiles afin de permettre des décloisonnements, des dédoublements, des travaux en petits groupes,
- créer des postes supplémentaires pour permettre la mise en place de temps de concertation entre les enseignants et avec les partenaires de l'école. Des actions spécifiques de formation, un accompagnement pédagogique et une formation continue des personnels en lien avec la recherche sont des ressources à mettre au service des équipes.

Dans le second degré :

- prévoir systématiquement dans les horaires nationaux des temps en petits groupes dans toutes les disciplines pour favoriser les apprentissages, permettre un meilleur suivi des élèves, varier les situations pédagogiques, ouvrir des espaces d'interdisciplinarité et de projets, améliorer les conditions de travail dans les classes,
- donner aux personnels du temps pour se concerter et développer le travail en équipes pluriprofessionnelles dans les EPLE (enseignants, COPsy, CPE, personnels sociaux et de santé...) pour apporter des réponses adaptées aux problèmes que rencontrent les élèves dont ils ont la charge.

7- Prendre en compte les ruptures, assurer la cohérence

En appui sur la notion de cycles en respectant les rythmes de développement de l'enfant et de l'adolescent, il faut éviter les trop fortes ruptures en développant les liaisons entre les différents niveaux. Cela suppose de travailler les liaisons écoles/collège/lycée/enseignement supérieur par des temps de concertation et de travail en commun ainsi qu'une prise en compte des spécificités de chaque niveau dans la formation de tous les enseignants.

8- Accompagner et aider les élèves

Les équipes doivent disposer de tous les moyens pour intervenir dans la classe, pour mieux prendre en charge tous les élèves (d'où l'importance des conditions de scolarisation, de formation des personnels, de temps de concertation...), pour prévenir les difficultés et pour les dépister. L'objectif de réussite de tous nécessite que des dispositifs adaptés puissent être mis en oeuvre dès que des difficultés se présentent, quelle que soit l'étape de la scolarité. Ils doivent permettre une réelle aide et un suivi individuel de ces élèves. Il faut notamment réouvrir tous les postes de RASED dans le 1er degré et permettre la mise en place et le fonctionnement effectif d'équipes pluri-professionnelles complètes dans le premier et le second degré. Dans les lycées, l'aide personnalisée mise en place à cette rentrée n'a pas été pensée en amont, et est dans la plupart des cas inefficace, voire contre-productive. C'est d'un autre soutien dont les lycéens ont besoin, à l'opposé du modèle maître-répétiteur, l'aide devant commencer par le travail en classe. Par ailleurs, il est indispensable de développer les passerelles existant au lycée entre les différentes voies.

Améliorer la réussite dans les études post-baccalauréat

9- Construire une nouvelle étape de démocratisation de l'enseignement supérieur

Cette perspective exige l'abandon de la loi LRU, du Pacte Recherche et des mesures engageant le démantèlement de l'enseignement supérieur public. Poursuivre la démocratisation de l'accès à toutes les formations de l'enseignement supérieur, augmenter la réussite des étudiants, passe par l'amélioration des conditions d'étude et de travail à l'université, de meilleures conditions de vie des étudiants (allocation d'études, logement, ...), une réflexion approfondie sur les contenus enseignés, qui doivent être liés au développement de la recherche, et l'instauration d'autres modes de contrôle des connaissances, le développement de passerelles à tous les niveaux. Il faut aussi permettre à tout étudiant d'aller jusqu'au plus haut niveau de formation possible, sans sélection à l'entrée en licence, ni à l'entrée ou au cours du master. Cela nécessite d'assurer, pour l'ensemble des formations de l'enseignement supérieur public, un niveau de financement correspondant aux besoins réels et garantissant le respect des référentiels ou programmes pédagogiques nationaux, d'aligner le niveau de financement des formations du premier cycle à l'université sur celui des classes préparatoires et de ne pas accorder aux établissements privés la possibilité de délivrer des diplômes nationaux (délivrance par les PRES, accord France-Vatican...).



10- Maintenir et développer un véritable service public de l'orientation

Le maintien et le développement d'un service public de l'orientation dans les collèges, les lycées et dans l'enseignement supérieur, est une des conditions de la nouvelle étape de démocratisation. Les COPsy (conseillers d'orientation psychologues) et les personnels des SCUIO (services communs universitaires d'information et d'orientation) doivent voir leurs missions et statuts spécifiques reconnus et respectés. Tous les élèves, y compris ceux de l'enseignement agricole public, doivent pouvoir bénéficier de l'intervention de COPsy.

11- Conforter la valeur nationale des diplômes

Le caractère national des évaluations, des sujets, des programmes et des diplômes doit être maintenu. En ce sens, la mise en place du livret de compétences et les certifications, notamment en langues, mettent en cause à partir du second degré, le caractère national des diplômes. En outre, la démarche exclusive par compétences, en particulier telle qu'elle se met en place, entraîne des modifications sur le sens même de l'école, lui attribuant un rôle essentiellement utilitariste. Elle met au cœur de l'enseignement une évaluation morcelée et systématique qui prend le pas sur la transmission des savoirs, et modifie en profondeur les pratiques pédagogiques. Pour toutes ces raisons, il faut abandonner ce livret personnel de compétences et revenir, hors EPS, à des épreuves terminales pour les diplômes des voies professionnelle et technologique et mettre en place de véritables épreuves de rattrapage pour le baccalauréat professionnel. Dans l'enseignement supérieur, les programmes pédagogiques nationaux doivent être maintenus partout où ils existent, notamment dans les formations technologiques des STS et IUT. Pour les licences et masters, il faut revenir à un cadrage national des formations, s'appuyant sur des référentiels nationaux mentionnant notamment des volumes horaires d'enseignement.

Pour une offre éducative plus juste, garantir une réelle égalité sur les territoires

12- Assurer la péréquation pour l'égalité

Pour le premier degré, il faut établir un cahier des charges national définissant l'équipement indispensable pour chaque école et la mise en oeuvre d'un mécanisme de péréquation, avec un abondement de la DGF (dotation globale de fonctionnement), pour permettre de mettre un terme aux difficultés criantes que rencontrent certaines collectivités.



13- Revenir à une carte scolaire repensée

La priorité est de revenir sur la suppression de la carte scolaire afin de construire, à travers une sectorisation repensée, une régulation démocratique des affectations qui vise la mixité indispensable et la réussite de tous.

14- Relancer l'éducation prioritaire

Il faut relancer une véritable politique d'éducation prioritaire : attribution de moyens supplémentaires à tous les établissements et écoles qui en relèvent ; développement du travail en équipe ; abaissement des effectifs par classe avec un objectif à terme de 20 élèves par classe et 15 en maternelle ; renforcement de la liaison école-collège. L'éducation prioritaire doit œuvrer à la réussite des élèves sans contrainte extérieure de résultats ou de réalisation de projets. Les exigences de contenus doivent être les mêmes que partout ailleurs.

15- S'appuyer sur le projet éducatif local pour améliorer la réussite de tous

L'éducation n'étant pas l'apanage de l'école, il apparaît important de travailler, à la complémentarité avec les mouvements d'éducation populaire dont les moyens doivent être abondés, ainsi qu'avec les collectivités locales, dans le respect des missions et des champs de compétence de chacun. La mise en place de concertations entre les enseignants et les partenaires de l'école peut contribuer à améliorer cette complémentarité éducative, à mieux articuler temps scolaire et temps périscolaires.

Inventer de nouvelles professionnalisations des métiers de l'éducation

16- Repenser la formation des enseignants

L'actuelle réforme de la formation des enseignants doit être abandonnée et laisser place à une nouvelle réforme négociée sur une formation articulant accès à la recherche, formation de haut niveau dans la ou les disciplines à enseigner et formation professionnelle. La formation de l'enseignant stagiaire doit se faire en alternance lors de sa première année d'exercice, avec un temps devant élèves inférieur au temps de formation théorique et d'observation. Il est nécessaire de maintenir et développer le potentiel de formation notamment les équipes pluri-catégorielles de formateurs, les sites de formation, tout particulièrement les IUFM qui doivent être de réelles composantes des universités. Cette formation, conçue avec l'obtention d'un master, répondrait à la nécessité d'élever la qualification de tous les enseignants des premier et second degrés et des CPE. Parallèlement, un plan pluri-annuel de recrutement doit être mis en place et les modalités de pré recrutements débattues. La formation continue doit être développée, sur le temps de service, en alliant formation scientifique, réflexion pédagogique et didactique.



17- Redonner la main aux professionnels

Des personnels sereins, reconnus, revalorisés et armés professionnellement sont les leviers de la transformation du système éducatif. Pour cela, ils doivent avoir un réel pouvoir d'agir. Ils doivent bénéficier de temps pour se concerter et permettre ainsi plus et mieux de travail en équipe dans les écoles, les collèges et les lycées. Les enseignants doivent avoir accès aux travaux de recherche et aux expériences pédagogiques. Dans tous les établissements les conditions de fonctionnement d'équipes pluri-professionnelles doivent être assurées.

18- Mener un débat sérieux sur les rythmes scolaires

La question des rythmes scolaires ne peut être dissociée de celle des rythmes sociaux et familiaux. Elle doit être clairement traitée avec l'objectif essentiel d'améliorer la réussite scolaire de tous, et non de répondre aux exigences de tel ou tel lobby. Le « moins d'école » prôné par certains, est discriminatoire eu égard à l'ambition de réussite de tous. C'est au contraire « plus et mieux d'école » qui est nécessaire. A tous les niveaux du système éducatif, la question de l'organisation du temps scolaire (la journée, la semaine, l'année), doit être liée à celle de la qualité de ce temps, ainsi qu'à celle de la charge globale de travail des élèves (y compris le travail à la maison). Les données de la chronobiologie doivent être prises en compte, mais également les questions de la mise en activités des élèves, des différents types de regroupements, de l'alternance des situations pédagogiques, qui jouent également sur les capacités de concentration des élèves. Cela suppose aussi de s'attacher à la qualité des locaux et des équipements.

20- Se doter d'un budget à la hauteur de l'ambition éducative nécessaire au pays

Le budget préparant la rentrée 2011 est marqué par des choix qui fragilisent encore plus les services publics. La politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite impacte particulièrement l'Education nationale : 16 120 suppressions d'emplois sont programmées dont 8 967 postes dans le 1er degré, 4 800 dans le second degré et 600 emplois de personnels administratifs et ce alors que les effectifs d'élèves augmentent. Tous les niveaux d'enseignement sont gravement touchés, tous les personnels sont concernés. Il est urgent de rompre avec cette politique qui tourne le dos à la réussite de tous les jeunes.

19- Créer et développer de nouveaux métiers

Améliorer le fonctionnement des écoles, des établissements, des universités, nécessite une augmentation qualitative de l'encadrement : auxiliaires de vie scolaire pour la scolarisation des enfants en situation de handicap, aide administrative à la direction d'école, vie scolaire dans les collèges et les lycées. Ces postes ne doivent pas donner lieu à un recours à l'emploi précaire : de nouveaux besoins existent dans l'Education nationale, de nouveaux métiers doivent voir le jour, ces emplois doivent être statutaires.

Le chantier travail en Ile de France

Depuis plusieurs mois, la FSU s'est attelée à la question du travail et de sa réalité. Les initiatives se sont multipliées dans les départements (stages, colloques, informations syndicales...).

Le 11 mars, la FSU Ile de France a organisé un colloque sur « le travail, contenu et réalité ». En présence de chercheurs, de responsables nationaux des principaux syndicats de la FSU, ce sont plus de 200 personnes qui

sont venues témoigner de leur quotidien, échanger et débattre des enjeux de la réalité du travail.

Alors que la tendance est de plus en plus à culpabiliser les salariés, à les renvoyer vers une prétendue fragilité au moindre conflit, il est nécessaire de réinterroger la réalité même du travail. C'est ce que veut faire la FSU en multipliant les initiatives avec les collègues.

Vous trouverez sur le site de la FSU Ile de France (<http://idf.fsu.fr>) les vidéos témoignages des collègues projetées au colloque, les interventions des chercheurs et syndicalistes.

